



CONSEIL

Cent soixante et onzième session

Rome, 5-9 décembre 2022

Informations actualisées sur l'Initiative Main dans la main

Résumé

Le présent rapport propose une synthèse des progrès récemment accomplis dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main. Y sont notamment abordés les points suivants:

- le nombre croissant de pays qui prennent part à cette initiative, passé de 52 à 54 à fin octobre 2022, une évolution qui témoigne de la nécessité de conduire des programmes plus vastes et ambitieux et de l'intérêt général que les Membres y portent;
- la tenue du premier forum de l'Initiative Main dans la main consacré à l'investissement, en octobre 2022, au cours duquel les pays membres ont présenté des investissements possibles aux partenaires et aux parties prenantes, notamment des banques de développement, des fonds d'investissement et des acteurs du secteur privé; proposant un volume total d'investissement estimé à 3 milliards d'USD, cette manifestation a suscité un grand intérêt et a débouché sur un certain nombre d'engagements et d'investissements à suivre;
- le lancement d'initiatives concernant la région sahélienne et le couloir de la sécheresse en Amérique centrale et la création d'un pôle alimentaire au Panama durant le forum sur l'investissement;
- l'élaboration de supports de communication et d'un projet de stratégie à l'échelle mondiale, qui visent à renforcer les capacités internes et à favoriser les collaborations avec des partenaires.

Le présent rapport s'appuie sur les informations communiquées dans les rapports précédents adressés au Conseil. On trouvera des renseignements supplémentaires au sujet de l'Initiative Main dans la main ainsi que des informations détaillées concernant les plans d'investissement respectifs des pays sur la page consacrée à cette initiative sur le site web de la FAO ainsi que sur la Plateforme géospatiale de l'Initiative.

Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main et à donner les indications qu'il jugera utiles.

En particulier, le Conseil souhaitera peut-être:

- a) se réjouir du nombre sans cesse plus important de pays qui prennent part à l'Initiative, deux nouveaux pays s'y étant associés depuis juin 2022;
- b) prendre note du fait que tous les Membres de la FAO peuvent participer à l'Initiative, non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi, et de plus en plus, en qualité de partenaires de développement et de partenaires fournisseurs de ressources, et ce par divers moyens, notamment en apportant une aide directe aux pays participants ou en soutenant des mécanismes tels que le Mécanisme de contribution volontaire flexible ou, plus directement, l'équipe de la FAO chargée de l'Initiative Main dans la main;
- c) se féliciter que l'Initiative constitue une plateforme de travail qui permet une collaboration et un investissement multisectoriels et multipartites plus efficaces, propres à accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires au niveau national;
- d) se réjouir que l'Initiative se soit efforcée récemment d'établir un dialogue avec d'autres initiatives et actions de l'Organisation couvrant l'ensemble des quatre améliorations et collaborant autour d'une série de domaines prioritaires du Programme (DPP), tels que les pertes et le gaspillage alimentaires, ainsi qu'au suivi du sommet sur les systèmes alimentaires;
- e) apprécier l'importance de l'élaboration d'un tableau de bord et de la fonction de suivi que cet outil assure en fournissant régulièrement des informations en temps réel sur les progrès accomplis afin d'éclairer et d'améliorer l'exécution de l'Initiative et l'évaluation de ses effets;
- f) prendre note des progrès accomplis dans l'élaboration de supports de communication permettant de renforcer la compréhension et la participation internes et de développer les partenariats aux niveaux mondial, régional, national et local.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.ToreroCullen@fao.org

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi pour donner suite aux demandes que le Conseil a formulées à sa 168^e session (CL 168/5), afin que lui soient régulièrement présentées des informations actualisées sur les progrès accomplis et les résultats obtenus dans la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la Main (ci-après «l'Initiative»).
2. Le Directeur général a annoncé le lancement de cette initiative en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2019. Dans les mois qui ont suivi, il a invité les Membres de la FAO qui remplissaient des critères objectifs à y participer. Pour remplir ces critères, les Membres devaient faire partie des pays en développement sans littoral (PDSL), des petits États insulaires en développement (PEID) ou des pays les moins avancés (PMA), ou compter parmi les pays en situation de crise alimentaire (selon la définition qui en est donnée par le Réseau mondial contre les crises alimentaires) ou présentant une forte population pauvre.
3. À ce jour, 54 pays ont exprimé leur souhait de participer à l'Initiative.
4. À ce jour, les pays participants sont les suivants:
 - a. Afrique (30): Angola, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Zimbabwe;
 - b. Asie et Pacifique (11): Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Îles Salomon, Kiribati, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Tuvalu;
 - c. Europe (1): Tadjikistan;
 - d. Amérique latine (9): Bolivie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou;
 - e. Proche-Orient et Afrique du Nord (3): Soudan, Syrie, Yémen.
5. L'expérience acquise confirme que l'Initiative offre aux Membres de la FAO et à leurs partenaires de développement un soutien programmatique et un moyen novateur de renforcer, d'étendre et de pérenniser des programmes nationaux ambitieux à l'appui de la transformation des systèmes agroalimentaires en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 1, 2 et 10.
6. Plus particulièrement, l'Initiative met à disposition sa Plateforme géospatiale, la plateforme la plus vaste et la plus performante au monde en matière d'échange et d'analyse de données et d'informations. Dans le cadre de l'Initiative, des équipes techniques spéciales de la FAO collaborent avec leurs interlocuteurs nationaux pour appliquer des méthodes d'analyse innovantes qui aident à repérer, dans les pays participants, les territoires et les populations auxquels des programmes et des investissements stratégiques pourraient ouvrir de nouvelles possibilités de croissance inclusive et durable, axées sur les marchés et permettant effectivement d'éradiquer la pauvreté et la malnutrition et de réduire les inégalités. Il est intéressant de noter qu'un certain nombre de pays ont également commencé à adopter l'approche Main dans la main à un niveau local, au niveau des provinces par exemple.
7. Un jalon majeur a été atteint durant la période considérée dans le présent rapport. Lors du Forum mondial de l'alimentation, au siège de la FAO à Rome (Italie), l'Initiative Main dans la main a tenu un forum consacré à l'investissement, les 18 et 19 octobre 2022, auquel 20 pays ont participé activement, présentant leurs plans d'investissement respectifs. Le forum consacré à l'investissement a été jugé extrêmement fructueux, en partie du fait de la présence de représentants de haut niveau des pays membres qui, pour la première fois, avaient ainsi la possibilité de présenter leurs propositions d'investissement, classées par ordre de priorité grâce à l'aide apportée par l'équipe de l'Initiative. Parmi les représentants des États, on a compté 6 chefs d'État, 15 ministres et des hauts fonctionnaires.

Un certain nombre d'institutions financières internationales, de banques régionales, de fonds d'investissement et de fonds à impact, et d'acteurs du secteur privé assistaient aussi à ce forum et les réunions d'appariement ont enregistré une forte participation.

8. La partie II se penche sur les pays et les régions, et décrit dans les grandes lignes les principaux progrès accomplis dans le cadre de l'Initiative Main dans la main sous la forme des propositions d'investissement au niveau national soutenues par l'Initiative et présentées par les pays membres lors du forum consacré à l'investissement. Le rapport est présenté par région d'appartenance des 20 pays qui ont participé au forum. La sélection s'est faite sur la base du souhait des pays de montrer les progrès accomplis par chacun et la diversité de leurs expériences respectives, et d'ouvrir des possibilités futures d'appariement et d'investissement visant à réduire la pauvreté. De prochains rapports mettront en lumière d'autres pays et d'autres propositions d'investissement.

9. On peut ainsi voir comment les pays ont su mener le processus Main dans la main et faire mûrir les choses jusqu'à présenter leurs propositions d'investissement lors d'un forum international. Quelques-uns des premiers retours d'informations issus du forum sont également donnés par pays, concernant l'approche d'appariement par exemple.

10. Les parties III et IV traitent des mesures en cours en matière de suivi et d'évaluation ainsi que des produits de communication élaborés et du déploiement de la stratégie. On trouvera sur le site web de l'[Initiative Main dans la main](#) des informations plus détaillées sur chaque pays ainsi que les présentations effectuées par les États lors du forum consacré à l'investissement.

II. Notes d'investissement des pays

A. Afrique

11. Avec 30 pays participants, la région Afrique enregistre des progrès réguliers, quoique modestes, certains pays francophones réalisant toutefois des avancées considérables. Une manifestation a également été organisée en marge du forum sur la question du Sahel, durant laquelle le lancement d'une initiative centrée sur cette région a suscité un engagement et un soutien politique à haut niveau.

12. La séance spéciale de consultation pour le Sahel a été organisée pour fournir aux États, aux organes sous-régionaux et régionaux (Union africaine [UA], Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest [CEDEAO], Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel [CILSS], G5 Sahel, etc.) et aux partenaires de développement un espace où ils puissent réaffirmer leur volonté de collaboration autour d'un plan et d'un programme par étapes communs qui permettent d'agir à plus grande échelle pour régler la crise de plus en plus grave qui touche le Sahel et d'étudier des façons innovantes de mettre l'Initiative Main dans la main au service d'une plus grande synergie d'action pour un développement durable dans cette partie du continent africain.

13. Durant la séance de consultation, l'Union africaine et de nombreux autres partenaires sous-régionaux et régionaux ont insisté sur la nécessité d'agir pour faire face à la crise qui s'aggrave. Le Sahel a subi également les effets préjudiciables de la crise alimentaire mondiale et nécessite, à la croisée du développement et de la résilience, un soutien supplémentaire particulier qui permette de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire de façon durable et à long terme.

14. Le résultat de la séance de consultation a été une confirmation, de la part de tous les partenaires participants, qu'ils travailleraient de concert à faire avancer une initiative régionale en faveur du Sahel, organisée autour de trois axes d'action: Axe 1 – Faire le nécessaire en matière d'accès à l'eau et à la terre, de régimes fonciers, de durabilité et de gouvernance; Axe 2 – Transformer les systèmes de production, les systèmes après production et les échanges dans le domaine agroalimentaire; Axe 3 – Renforcer les capacités techniques et institutionnelles nécessaires à un leadership porteur de transformation.

15. Les mesures prises autour de cette initiative régionale viendront compléter le travail mené de longue date par chaque pays et elles prendront en compte et soutiendront les possibilités d'amélioration des échanges et des investissements à l'échelle régionale et sous-régionale.

16. Dans la logique de l'approche fondée sur des programmes pris en main et pilotés par les pays qui caractérise l'Initiative Main dans la main, les informations détaillées fournies dans ce qui suit sur les progrès accomplis au niveau des pays concernent ceux qui ont fait une présentation lors du forum consacré à l'investissement qui s'est tenu en octobre au siège de la FAO à Rome à l'occasion du Forum mondial de l'alimentation.

17. **Burkina Faso:** l'Initiative a démarré en avril 2020, et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment sur les typologies agricoles et l'analyse en matière d'investissement. À l'occasion du forum de l'Initiative Main dans la main consacré à l'investissement (ci-après «le forum»), le Gouvernement du Burkina Faso, s'appuyant sur le travail accompli par l'équipe de l'Initiative et lors des consultations et tables rondes nationales, a présenté des propositions d'investissement concernant l'élevage bovin ainsi que le développement des filières du riz, de l'arachide et des produits forestiers autres que le bois d'œuvre.

18. Durant le forum, une organisation non gouvernementale internationale (ONGI) s'est dite intéressée par une collaboration dans différents domaines: culture du riz au moyen de programmes innovants permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), transposition à plus grande échelle des écovillages et technologies d'irrigation solaire.

19. **Congo:** l'Initiative a démarré en février 2020, et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment sur les typologies agricoles et l'analyse en matière d'investissement. L'analyse a permis de sélectionner quatre domaines d'intervention qui ont été présentés par le gouvernement durant le forum: la production de farine de manioc, la production de soja et de maïs, le développement de l'élevage de volailles et la mise en place de 13 agropoles associant diverses activités: polyculture alimentaire, multiplication de semences, culture maraîchère, culture fruitière (vergers) et pépinière.

20. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale sur des fonds axés sur le climat ou la lutte contre la pauvreté a été étudiée et fera l'objet d'un suivi. Une société d'investissement a exprimé son souhait de mettre les pouvoirs publics en relation avec des investisseurs privés en donnant à ces derniers une vue plus détaillée du potentiel que présentent les différentes propositions d'investissement du gouvernement. Un autre investisseur privé est également intéressé par un partenariat avec les pouvoirs publics en matière de production végétale.

21. **Éthiopie:** l'Initiative a démarré en 2020 et, au cours de la période considérée, l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment sur les typologies agricoles et les profils de pauvreté rurale, sur une enquête initiale et sur des analyses territoriales en rapport avec deux des zones agro-industrielles jugées prioritaires par le gouvernement – Bulbula et Yirgalem.

22. L'équipe de l'Initiative a également réalisé une analyse des aspects institutionnels et plus précisément de la façon dont on pourrait rendre les nouvelles zones agro-industrielles plus inclusives pour les communautés voisines et générer des revenus favorisant la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire. Établies sur la base des consultations et de l'analyse menée dans le cadre de l'Initiative et alignées sur les priorités définies par le gouvernement, les propositions d'investissement présentées lors du forum ont porté notamment sur les engrais organiques, les produits laitiers, le café et l'avocat.

23. Au cours du forum, la possibilité d'une collaboration avec des sociétés d'investissement et des alliances du secteur privé a été étudiée et fera l'objet d'un suivi. En outre, une société privée a exprimé son souhait de collaborer avec les pouvoirs publics pour améliorer les moyens de mécanisation conformément à leur plan d'investissement, et avec des articulations permettant la participation des petits exploitants. Un autre investisseur privé est également intéressé par un

partenariat avec les pouvoirs publics en vue de mener une étude de faisabilité sur la fourniture d'intrants.

24. **Mali:** le pays s'est associé à l'Initiative en 2020. L'Initiative soutient la mise en place de deux zones de croissance agricole pilotes (agropoles). Les résultats des analyses menées par les pouvoirs publics ont apporté des indications utiles à l'élaboration d'un programme pluriannuel détaillé, qui bénéficiera de l'appui de l'Initiative. Ces études ont été menées récemment et leurs résultats ont permis à l'équipe de l'Initiative d'obtenir des données et des informations supplémentaires sur chacun des produits et des investissements sélectionnés. Les principales propositions d'investissement présentées par le Gouvernement du Mali lors du forum d'octobre 2022 concernaient les activités et produits suivants: tomate, oignon bio et engraissement du bétail.

25. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale sur des fonds axés sur le climat ou la lutte contre la pauvreté a été étudiée et fera l'objet d'un suivi. Par ailleurs, une entreprise privée a exprimé son souhait de mettre les pouvoirs publics en relation avec des investisseurs privés en donnant à ces derniers une vue plus détaillée du potentiel que présentent les différentes propositions d'investissement du gouvernement. Un autre investisseur privé s'est dit intéressé par un partenariat avec les pouvoirs publics en vue de la production de protéines d'origine végétale. Enfin, la délégation du gouvernement a rencontré l'Équipe de la FAO chargée de la coopération Sud-Sud au siège de l'Organisation et a étudié les possibilités de collaboration.

26. **Niger:** depuis que le gouvernement a manifesté son souhait de rejoindre l'Initiative, en septembre 2020, les activités menées pour donner forme à l'approche de l'Initiative dans le pays ont progressé lentement en raison des élections présidentielles qui ont eu lieu en décembre 2020 et février 2021. Les pouvoirs publics et l'équipe de l'Initiative ont élaboré les typologies agricoles qui ont servi de base à la détermination des possibilités d'investissement visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'utilisation durable des ressources naturelles et la résilience face au changement climatique. Les propositions d'investissement présentées par le gouvernement ciblaient notamment: la production d'oignon bio, de produits laitiers et de moringa avec une irrigation à petite échelle.

27. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une banque sur les crédits carbone a été étudiée sérieusement et fera l'objet d'un suivi. Une entreprise privée a exprimé son souhait de collaborer avec les pouvoirs publics en vue d'améliorer les moyens de mécanisation. Une autre société privée s'est dite intéressée par un partenariat avec les pouvoirs publics autour des besoins d'approvisionnement en machines. Une collaboration intéressante avec un pays d'Amérique du Sud a également été mise sur pied.

28. **Sao Tomé-et-Principe:** le pays a rejoint l'Initiative en avril 2021. Il s'agit là d'un cas unique dans la mesure où ce petit État insulaire en développement travaille sur deux axes dans le cadre de l'Initiative Main dans la main: passage à une agriculture 100 pour cent biologique et économie bleue.

29. Les principales idées d'investissement présentées durant le forum d'octobre 2022 ont été les suivantes: promouvoir le cabotage bleu (transport de personnes et de biens le long des côtes); améliorer le tourisme et le milieu côtier; et moderniser la flottille de pêche artisanale. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec un groupement régional et un partenaire bilatéral sur les propositions relatives à l'économie bleue a été développée et sera étudiée.

30. **Zimbabwe:** dans ce pays, l'Initiative Main dans la main développe le programme gouvernemental de transformation des systèmes agroalimentaires et l'aide publique y afférente. Elle renforce cette politique à l'aide d'une méthode avancée qui associe un système d'information géographique aux données recueillies à l'échelle des ménages et qui détermine les propositions d'investissement solides au moyen d'une analyse de frontière stochastique. De plus, avec le soutien de l'Initiative et dans ce cadre, le Zimbabwe s'est adjoint le soutien des Émirats arabes unis et des

Pays-Bas, qui se sont engagés chacun à verser 350 000 USD destinés au regroupement des petits exploitants et aux infrastructures, le tout visant à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires.

31. Le Zimbabwe est aussi l'un des premiers pays à utiliser le cadre qu'offre l'Initiative au niveau plus local des provinces pour soutenir la planification des investissements dans l'amélioration des systèmes agroalimentaires. Le Ministère des terres, de l'agriculture, de l'eau, du climat et de la réinstallation rurale a organisé une série de tables rondes afin de définir les priorités, de renforcer les partenariats et de hiérarchiser les plans d'investissement. Les propositions d'investissement présentées par le Gouvernement du Zimbabwe à l'occasion du forum, qui visaient à passer à l'échelle supérieure et obtenir des résultats en matière de réduction de la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire, sont les suivantes: déployer à plus grande échelle les systèmes de petite irrigation, augmenter les disponibilités en tomate transformée, mettre en place des ateliers décentralisés d'emballage de banane.

32. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale sur les services agricoles a été examinée et fera l'objet d'un suivi. Un engagement important visant la construction de l'usine de transformation de tomates a été annoncé par le Ministère des terres, de l'agriculture, de l'eau, du climat et de la réinstallation rurale. Une autre société privée s'est dite intéressée par un partenariat avec les pouvoirs publics autour des besoins d'approvisionnement en machines. Une collaboration intéressante avec un fournisseur privé d'intrants portant sur une série de produits a également été examinée.

B. Asie

33. **Bangladesh:** le pays a rejoint l'Initiative Main dans la main en août 2020. Qu'il s'agisse de la structure de gouvernance, de la participation du secteur privé ou des engagements qui ont été pris, le Gouvernement du Bangladesh est sans doute l'un des plus avancés de l'Initiative à certains égards.

34. En octobre 2022, la mobilisation de 500 millions d'USD par la Banque mondiale au titre de l'Initiative Main dans la main a été confirmée; ces fonds sont destinés à financer en partie le programme de transformation de l'agriculture piloté par les pouvoirs publics, dont le budget total s'élève à 2,9 milliards d'USD. Sur la base des analyses et des cartographies réalisées par l'Initiative, le FIDA aussi s'est engagé récemment à verser 43 millions d'USD au bénéfice du programme de transformation rurale et agricole, et la Fondation Gates a également engagé des ressources au profit de cette initiative. En début d'année, les pouvoirs publics ont organisé des tables rondes de haut niveau dans le cadre de l'Initiative pour faciliter la participation des administrations nationales et locales, des partenaires de développement et du secteur privé à l'évaluation des priorités des notes d'investissement dans les domaines de l'Initiative sélectionnés en vue d'une intervention et d'un investissement. Le Gouvernement du Bangladesh a présenté des notes d'investissement établies avec le soutien de l'Initiative et concernant les produits suivants: pomme de terre, mangue, oignon et tomate.

35. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale a pris corps, cette dernière apparaissant désireuse de financer des projets concernant les ressources naturelles et plus encore, sur la base des propositions d'investissement présentées par le gouvernement. D'autres institutions financières internationales ont fait des commentaires encourageants sur les ressources supplémentaires nécessaires au pays et ont conseillé à celui-ci d'aborder et de mettre en avant la question climatique dans les futurs programmes et propositions.

36. **Bouthan:** le pays a rejoint l'Initiative Main dans la main en juin 2021. L'agriculture est le principal moyen d'existence de plus de la moitié de la population du Bhoutan; sa superficie de terre arable étant limitée, le pays met en œuvre des politiques qui visent à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché. Les principaux domaines d'investissement proposés par le Gouvernement royal du Bhoutan durant le forum ont été les suivants: production de fraises et d'asperges bios, centres de regroupement et de conditionnement de fraises et d'asperges, production de quinoa et de poivre noir.

37. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale a été examinée et fera l'objet d'un suivi.
38. **République démocratique populaire lao:** l'Initiative a démarré en mars 2020, et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment sur les typologies agricoles et l'analyse en matière d'investissement. L'analyse a permis de définir un certain nombre d'interventions le long du couloir ferroviaire qui relie la République démocratique populaire lao aux pays voisins. Le gouvernement a organisé des tables rondes de haut niveau pour faire participer les partenaires à l'évaluation des priorités des notes d'investissement dans les domaines de l'Initiative sélectionnés en vue d'une intervention et d'un investissement. Les pouvoirs publics ont présenté des notes d'investissement établies avec le soutien de l'Initiative et portant sur les activités et produits suivants: manioc, élevage et thé.
39. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a été examinée, concernant un projet de 20 à 50 millions d'USD qui vise à étendre la superficie irriguée et à construire un réseau routier reliant les exploitations aux marchés dans les zones prioritaires. Par ailleurs, une entreprise privée a exprimé son souhait d'investir dans les chaînes de valeur retenues par le pays et se rendra sur place d'ici la fin de l'année. Une autre entreprise a manifesté son souhait d'investir dans la chaîne de valeur de la viande. Une société d'investissement s'intéresse aussi au secteur de l'élevage et des entrevues sont planifiées pour donner suite à ce projet.
40. **Népal:** dans le cadre de l'Initiative Main dans la main, la FAO et la Banque mondiale ont aidé le Ministère de l'agriculture à réaliser une étude et ont formulé des recommandations aux fins de l'élaboration d'un plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat. Après une période de remaniement gouvernemental, l'équipe de l'Initiative a accompagné les processus actuels de mobilisation des parties prenantes en vue du déploiement du plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat.
41. L'équipe a également contribué à d'autres activités de cartographie, notamment une cartographie plus affinée de l'analyse territoriale visant à déterminer le potentiel agroéconomique des zones ciblées, ainsi qu'une cartographie des données localisées sur les ODD liés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Ces travaux et les progrès accomplis dans l'aide en matière de système d'information géographique et d'alimentation et agriculture durables ont permis au gouvernement de déterminer les investissements prioritaires et de les présenter à l'occasion du forum. Ils concernent les produits suivants: cardamome (également appelée cardamome du Népal), pomme de terre de montagne, baies de Timur (également appelées poivre de Timut) et gingembre.
42. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une institution financière internationale a été activement étudiée et fera l'objet d'un suivi. En outre, un opérateur de marché privé a exprimé son souhait de collaborer avec les pouvoirs publics sur les chaînes de valeur et les produits retenus.
43. **Îles Salomon:** l'Initiative a démarré en avril 2020, et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics pour élaborer le plan pour la croissance et l'investissement dans le secteur agricole (ASGIP) (2021-2030), qui a pu voir le jour grâce à l'aide conjointe de la FAO et du FIDA.
44. Le Plan d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat est à l'origine des propositions d'investissement présentées par le gouvernement lors du forum et portant sur les activités et produits suivants: développement du secteur de la volaille et noix de coco. Quelques indications de soutien ont déjà été reçues au sujet de ces interventions et font l'objet d'un suivi au niveau national ainsi qu'au niveau de l'équipe de l'Initiative à l'échelle sous-régionale et mondiale; cela comprend une aide possible dans le cadre de la Coopération Sud-Sud et des programmes consacrés aux PEID.

C. Amérique latine

45. Dans les huit pays participants de cette région, l'Initiative Main dans la main a reçu un soutien au plus haut niveau de l'État. Outre les activités intensives menées au niveau des pays, l'initiative régionale concernant le **couloir de la sécheresse (Corredor Seco)** a été lancée lors du forum afin de réduire la pauvreté et de lutter contre les problèmes d'insécurité alimentaire au moyen d'une approche régionale. Un appui initial de 1 million d'USD a été annoncé par le Gouvernement brésilien en faveur de cette approche.

46. Le couloir de la sécheresse d'Amérique centrale est long de 600 kilomètres et large de 100 à 400 kilomètres; il couvre 44 pour cent de la surface d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua et englobe 11,5 millions de personnes, qui vivent dans des municipalités rurales et travaillent pour la moitié d'entre elles dans l'agriculture. Sous la direction du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), du Conseil agricole d'Amérique centrale (CAC), de la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD) et du Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), quatre plans d'investissement ont été élaborés afin de contribuer à la transformation du couloir de la sécheresse en un couloir centraméricain résilient, grâce aux domaines d'investissement suivants:

- a. Innovation technologique – systèmes intégrés d'approvisionnement en eau
- b. Innovation technologique – cartographie numérique de la fertilité des sols
- c. Innovation technologique – zonage des risques engendrés par le changement climatique pour l'agriculture
- d. Microentreprises et petites et moyennes entreprises et écosystèmes numériques pour l'accès aux marchés

Les investissements nécessaires, qui s'élèvent à 260 millions d'USD au total, bénéficieront à 207 743 familles et généreront 265 000 emplois.

47. Le **pôle alimentaire du Panama** a également été lancé durant le forum. Plusieurs routes commerciales essentielles entre les Amériques et le reste du monde passent par le canal de Panama. Le canal est particulièrement important pour le commerce agroalimentaire mondial, et les principaux groupes de produits que sont le soja, les céréales et les bananes. Il devrait continuer de prendre de l'importance au cours de la prochaine décennie, car l'Amérique latine – qui est déjà la plus grande région exportatrice nette de produits agricoles – devrait voir son excédent commercial agricole encore augmenter.

48. Le pôle alimentaire contribuera à renforcer l'efficacité du commerce des produits alimentaires et à accroître la valeur de ces derniers. Il aura une incidence énorme non seulement sur la région, mais aussi sur l'Afrique subsaharienne et le Proche-Orient, étant donné que l'augmentation de la demande mondiale à l'importation viendra principalement de l'Afrique subsaharienne, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, qui sont de grands importateurs de produits agricoles, notamment de céréales. Parallèlement, la croissance continue des revenus et la poursuite de l'urbanisation en Chine, en Inde et en Asie du Sud-Est entraîneront aussi une augmentation de la demande de différents produits alimentaires. Le pôle de commerce de produits alimentaires du Panama jouera donc un rôle important en reliant les exportateurs d'Amérique latine dépendants des ports de l'Est aux importateurs asiatiques.

49. **Équateur:** le pays a rejoint l'Initiative en juin 2020, laquelle a appuyé le Plan agricole national 2020-2030. L'équipe de l'Initiative a collaboré avec les pouvoirs publics et les parties prenantes locales afin de déterminer des possibilités de renforcement de la chaîne de valeur du cacao. Dans ce cadre, les informations sur l'ensemble des programmes nationaux et des initiatives privées ont été systématisées, et les principaux acteurs ont été recensés tout au long de la chaîne de valeur.

50. En s'appuyant sur les cartes des typologies, le Ministère de l'agriculture a organisé, sur une base territoriale, trois des projets thématiques qui font partie du Plan agricole national. Ces projets

sont axés sur l'élevage, le secteur forestier et l'agriculture. À partir de la planification gouvernementale et grâce à l'appui de l'Initiative pour le ciblage et l'analyse de frontière stochastique, le Gouvernement Équatorien a présenté des notes d'investissement relatives à l'avocat Hass et au cacao lors du forum, en octobre 2022.

51. Le gouvernement a engagé 45 millions d'USD dans cette initiative.

52. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec une banque s'agissant des crédits carbone a été étudiée sérieusement et fera l'objet d'un suivi (suivi qui concernera également les investissements que l'entreprise aura développés). Une entreprise privée s'est également déclarée intéressée par une collaboration avec les pouvoirs publics pour améliorer la production agricole axée sur les protéines d'origine végétale.

53. **El Salvador:** l'Initiative a démarré en février 2022, et l'équipe, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, a travaillé dans les territoires sur le secteur prioritaire du café. L'équipe appuie en El Salvador le programme national RECLIMA, qui vise à renforcer les mesures en faveur de la résilience climatique dans les agroécosystèmes du couloir de la sécheresse du pays, et qui suit une approche cadrant totalement avec celle de l'Initiative. L'équipe spéciale de l'Initiative collabore avec le Conseil salvadorien du café pour réunir des données sur la chaîne de valeur.

54. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a réitéré sa volonté de collaborer avec des partenaires pour moderniser le secteur du café. La présentation lors du forum a ainsi été axée sur: l'amélioration de la productivité et de l'efficacité, une meilleure organisation après récolte des producteurs de petite taille ou de taille moyenne et un positionnement plus efficace du café salvadorien sur les marchés internationaux.

55. Durant le forum, une collaboration avec Rabobank (participation à son programme Acorn) a été étudiée sérieusement et fera l'objet d'un suivi.

56. **Guatemala:** depuis avril 2021, la FAO travaille avec le Ministère guatémaltèque de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation pour renforcer la compétitivité des territoires ruraux, sans négliger l'inclusion sociale ni la durabilité environnementale.

57. L'Initiative Main dans la main appuie des investissements dans le but d'encourager le développement économique de l'agriculture, en intégrant des services de soutien de l'innovation, des technologies, des infrastructures et de la production, et contribue ainsi à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

58. Durant le forum, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation a présenté les possibilités d'investissement suivantes: développement de la culture de la cardamome, du café, du cacao et des céréales de base ainsi que d'autres cultures agroforestières, recherche-développement (R-D) et innovation sur l'exploitation, développement agro-industriel dans le secteur de la cardamome, du café et du cacao, renforcement des organisations et marketing associatif, et appui à d'autres initiatives d'ajout de valeur.

59. À la suite du forum, une banque régionale s'est déclarée prête à appuyer des investissements auxquels l'État participerait. Différentes entreprises privées ont fait part de leur volonté de collaborer avec les pouvoirs publics, une pour améliorer les intrants agricoles, une autre pour développer l'irrigation dans le secteur du café et une dernière pour investir dans la production de café dans le pays. Une organisation non gouvernementale internationale souhaitait également s'associer avec les pouvoirs publics dans le cadre d'investissements dans les ressources naturelles. Une collaboration intéressante avec un pays d'Amérique du Sud a également été mise sur pied dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Des réunions de suivi de ces différents points sont prévues au Guatemala.

60. **Haïti:** l'Initiative a démarré en juin 2020, et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment sur les typologies agricoles et l'analyse en matière d'investissement. La proposition initiale au titre de l'Initiative est en cours de vérification à

la suite de changements politiques dans le pays. L'objectif de cette proposition est de favoriser la transformation agricole et le développement rural durable en promouvant l'agriculture familiale et en redynamisant les investissements publics et privés, afin d'obtenir un impact socioéconomique important dans les territoires.

61. À partir de collaborations récentes avec les pouvoirs publics, d'une cartographie antérieure et de l'analyse de frontière stochastique, une note d'investissement sur l'igname a été communiquée lors du forum par le Représentant de la FAO (consécutivement aux derniers changements politiques dans le pays). Une entreprise privée a manifesté de l'intérêt pour le secteur de l'igname et l'utilisation des déchets, ainsi que de manière générale pour le développement de l'agriculture et le renforcement des capacités. Compte tenu de la communication actuelle limitée, des entretiens de suivi sont prévus avec le gouvernement par l'intermédiaire du Représentant de la FAO.

62. **Honduras:** le pays s'est associé à l'Initiative en mai 2021. L'Équipe spéciale de l'Initiative a aidé les pouvoirs publics à élaborer des outils permettant de déterminer les territoires prioritaires et les possibilités d'investissement, conformément aux politiques agricoles nationales. Son objectif au Honduras est notamment de favoriser la transformation de l'agriculture et un développement durable et résilient face au changement climatique de trois chaînes de valeur, en renforçant les investissements publics et privés au niveau des territoires.

63. Le Ministre de l'agriculture et de l'élevage a présenté les possibilités d'investissement suivantes durant le forum: des semences adaptées au changement climatique, l'accroissement de la résilience face au climat dans le sous-secteur du café et le renforcement de la filière du cacao.

64. Une collaboration intéressante sur les solutions numériques a été engagée durant le forum avec un autre pays d'Amérique du Sud dans le contexte de la coopération Sud-Sud. Une nouvelle collaboration sur les technologies (axées sur la demande pour le Honduras) a également été lancée sous l'égide d'une institution régionale. La Commission nationale d'investissement prévoit de s'inspirer du forum pour organiser, dans les mois à venir, une manifestation similaire au niveau national à l'intention des investisseurs.

65. **Nicaragua:** depuis juin 2022, l'Initiative Main dans la main soutient le Programme national d'investissements ruraux 2022-2031 du Nicaragua visant à réduire la pauvreté et à favoriser un développement durable. Plus précisément, elle appuie des investissements dans les filières du lait et du café, à savoir le Programme national d'investissement pour un élevage durable à faibles émissions de carbone et le Programme national d'investissement pour un développement résilient et durable du café au Nicaragua.

66. Les domaines définis comme prioritaires sont *Vía Láctea Ampilada* pour le secteur laitier et *Zona Cafetalera Norte* pour le secteur du café. Durant le forum, le Gouvernement nicaraguayen a présenté les possibilités d'investissement dans ces deux secteurs. À cette occasion, deux entreprises privées se sont déclarées intéressées par une collaboration avec les pouvoirs publics sur le développement de l'élevage; un suivi de ces dossiers est prévu.

67. **Pérou:** la proposition initiale au titre de l'Initiative est en cours de vérification à la suite de changements politiques dans le pays. L'objectif de cette proposition est de favoriser la transformation agricole et le développement rural durable en promouvant l'agriculture familiale et en redynamisant les investissements publics et privés, afin d'obtenir un impact socioéconomique important dans les territoires.

68. En 2021, l'équipe de l'Initiative a mis au point des outils qui ont permis de définir, dans le droit fil des plans agricoles nationaux, 11 territoires prioritaires. La méthode de l'Initiative consistant à établir des typologies de microrégions, complétée par d'autres outils de la FAO et du Ministère de l'agriculture, a permis d'axer les efforts sur les territoires où se pratique une agriculture familiale et sur le développement territorial.

69. L'équipe de l'Initiative a recensé les chaînes de valeur prioritaires en collaboration avec les pouvoirs publics nationaux et régionaux. À partir de la planification gouvernementale et grâce à l'appui de l'Initiative pour le ciblage et l'analyse de frontière stochastique, le Gouvernement péruvien (Ministère de la production et Gouverneur de Cajamarca) ont présenté les notes d'investissement suivantes lors du forum, en octobre 2022: renforcement des infrastructures de collecte et de transformation primaire de cacao fin et des équipements nécessaires pour transformer le mucilage en jus de cacao, et développement des infrastructures de collecte, de transformation et d'emballage des coquilles Saint-Jacques (*conchas de avanico*).

70. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec Rabobank sur les crédits carbone (programme Acorn) a été étudiée sérieusement et fera l'objet d'un suivi. Une entreprise privée s'est également déclarée intéressée par une collaboration avec les pouvoirs publics sur des solutions écologiques et innovantes en matière de gestion de l'eau; elle pourrait appuyer le traitement des déchets dans la baie de Sechura ou des solutions de fertirrigation pour les producteurs de cacao dans la province de Jaén.

D. Proche-Orient et Afrique du Nord

71. **Yémen:** l'Initiative a démarré en mai 2020, et l'équipe a collaboré étroitement avec les pouvoirs publics sur différents produits d'analyse, notamment l'élaboration d'une carte révisée de la vulnérabilité, de typologies agricoles et d'une analyse en matière d'investissement. L'analyse a mis en évidence un certain nombre d'interventions possibles en réponse aux priorités des pouvoirs publics.

72. Une série de consultations ont été organisées, dans le pays et à distance, pour faciliter l'élaboration d'une stratégie nationale et des notes d'investissement connexes. S'appuyant sur les investissements au niveau du pays déterminés dans le cadre de l'Initiative et grâce au vif intérêt manifesté par les pouvoirs publics et à l'analyse menée jusqu'ici au moyen d'une cartographie et d'une analyse de frontière stochastique, le Gouvernement yéménite a présenté les propositions d'investissement suivantes durant le forum: production de plants horticoles, secteur laitier, apiculture (production de miel) et culture de caféiers en terrasses.

73. Durant le forum, la possibilité d'une collaboration avec un certain nombre d'investisseurs, notamment des banques et le secteur privé, a été étudiée.

III. Élaboration d'un tableau de bord

74. La mise au point d'un tableau de bord des programmes s'est poursuivie, et des données préliminaires y ont été rendues accessibles plus tôt cette année pour sept pays qui participent à l'Initiative: Burkina Faso, Éthiopie, Îles Salomon, Népal, République démocratique populaire lao, Tadjikistan et Yémen. La première version du tableau de bord a été présentée aux sept pays et a été accueillie favorablement.

75. Des modifications sont actuellement apportées à l'architecture du tableau de bord en fonction des retours d'information reçus afin d'améliorer l'expérience utilisateur. Des solutions sont à l'étude, notamment une architecture de données en nuage qui rassemble des informations provenant d'un éventail de sources différentes et que les pays mettront à la disposition de toutes les parties prenantes. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des mesures prises par l'Organisation pour moderniser son approche, ses capacités et sa transparence en matière de technologies de l'information et des communications ainsi que ses processus de suivi des programmes, et est conforme aux politiques et aux procédures géospatiales de l'Organisation.

76. Le tableau de bord est conçu de manière à fournir des rapports réguliers et en temps réel sur les progrès accomplis eu égard aux jalons des différents programmes et aux ODD. Il présentera également les principaux résultats obtenus et une analyse coûts-avantages, afin de montrer les avancées réalisées dans les domaines d'intervention, comme dans le cas du Bangladesh, qui a récemment reçu un soutien de 500 millions d'USD de la Banque mondiale et de 45 millions d'USD

du FIDA. Le tableau de bord est le fruit d'un travail important d'analyse et de collecte d'informations qui a nécessité beaucoup de temps et de main-d'œuvre, ainsi que des consultations étroites entre les gouvernements hôtes et de nombreux partenaires, et toutes ces activités ont contribué à la définition des programmes des pays soutenus par l'Initiative Main dans la main.

IV. Mise en œuvre de la stratégie de communication pour exploiter et mettre en relief les progrès accomplis dans le cadre de l'Initiative Main dans la main

77. Une stratégie de communication au niveau mondial a été élaborée pour exploiter et mettre en relief les progrès accomplis dans le cadre de l'Initiative Main dans la main et aider ainsi à renforcer la confiance dans ses activités, mobiliser des soutiens supplémentaires et attirer les investissements nécessaires pour transformer les systèmes agroalimentaires dans les pays participants. La stratégie a été élaborée à partir d'une étude approfondie des documents de référence de l'Initiative et d'entretiens semi-structurés avec les principales parties prenantes internes et externes.

78. La stratégie de communication vise à renforcer la capacité de l'Initiative Main dans la main à mobiliser les investisseurs, les donateurs et les partenaires et à susciter l'adhésion des publics internes. Elle propose une feuille de route pour amplifier les points forts de l'Initiative – qui est, par exemple, la première initiative d'un organisme des Nations Unies à recenser des possibilités d'investissement sans stipuler l'emploi des fonds, et les États ont souscrit à ce principe – et faciliter sa mise en œuvre à tous les niveaux.

79. Il est essentiel de mettre en œuvre sans délai la stratégie de communication afin de tirer parti de l'élan impulsé par le forum en octobre 2022. Cela permettra de s'assurer que l'Initiative facilite les partenariats entre les États et les institutions financières internationales et le secteur privé, et de construire un consensus sur les mesures stratégiques nécessaires pour transformer les systèmes agroalimentaires.

80. Les derniers supports de communication et l'ensemble des informations disponibles sur l'Initiative Main dans la main sont sur le site web: <https://www.fao.org/hand-in-hand/fr>.